REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

LOI DE FINANCES 1985

A — LE CONTEXTE ECONOMIQUE

1 - ANNÉE 1983:

L’environnement international a joué défavorablement sur le Gabon du fait de la fragilité du marché pétrolier qui a conduit à une baisse des prix au mois de Mars, partiellement compensée par la bonne tenue du dollar.

Pour les autres matières premières, la reprise de la demande a permis une valorisation des prix. D’une manière générale, les pays du tiers monde n’ont que très peu bénéficié de la reprise dans les pays industrialisés qui était déjà soutenue aux États-Unis et au Japon.

Au niveau interne, le P.I.B. a progressé de 13 % en prix courants, grâce à la reprise de la production du pétrole, du manganèse et de la plupart des autres secteurs d’activité interne par des mesures fiscales qui ont permis de la consolider. Par ailleurs, ce souci de soutenir l’activité s’est traduit par un déficit budgétaire de plus de 43 milliards de F. CFA, l’État ayant volontairement puisé dans ses réserves.

2 - ANNÉE 1984

La conjoncture internationale s’améliore par la poursuite de la reprise mondiale. Le taux de croissance devrait être globalement de 5,2% pour les sept pays industrialisés les plus importants, alors qu’il n’était que de 2, 55 en moyenne en 1983.

Le dollar américain s’est fortement apprécié : le taux de 485 F CFA a été atteint en septembre. Malgré le poids considérable qu’il fait peser sur une partie de nos importations et de notre dette, nos exportations devront, cette année encore bénéficier de l’effet-dollar.

Le marché pétrolier est resté relativement calme tout au long de l’année. Les prix de transaction se sont généralement situés en dessous du cours officiel de 29 $ le baril.

Au niveau interne, le P.I.B. devrait poursuivre sa croissance cette année : 19% par rapport à 1983. Ce résultat tire son origine dans l’augmentation importante de la production de pétrole, qui a notamment permis l’accélération des travaux du chemin de fer. La reconduction des mesures de soutien à l’activité économique mises en place en 1983, a permis un bon comportement des activités sectorielles industrielles et commerciales, et la réalisation de certains investissements.
3 - ANNÉE 1985 :

La conjoncture internationale se présente sous de graves incertitudes liées à la poursuite de la croissance observée cette année. Globalement, le taux de croissance moyen pourrait se ralentir pour l’ensemble des pays industrialisés (+ 3.5% seulement, contre 5.2% en 1984), suite à la baisse de l’expansion Américaine, Canadienne et Japonaise.

Les risques de surchauffe, entraînés par l’accélération de la croissance de 1984, pourraient se manifester par le retour d’une inflation et de taux d’intérêt encore plus élevés.

Les prix à la consommation pourraient augmenter de 4.9%, contre 4.6% cette année, dans l’ensemble des principaux pays industrialisés.

Le niveau du dollar devrait être au moins égal à 450 Frs, en moyenne annuelle. Cette hypothèse prudente a été retenue pour l’élaboration du Budget 1985. Une incertitude subsiste quant au prix officiel du baril de pétrole qui, après avoir baisé de 1 dollar au premier semestre pourrait encore légèrement diminuer au second semestre si la conjoncture est toujours aussi défavorable.

La conjoncture nationale devrait être marquée par une pause de la croissance comparativement au bons résultats de 1983 et 1984.


B — LE CONTEXTE FINANCIER

1 - ANNÉE 1983 :

Le Budget de 1983 a été exécuté à hauteur de:

- 482.827.421.859 F. CFA en recettes et
526.150.150.148 F. CFA en dépenses
auxquels il faut ajouter, en recettes et en dépenses,
56.032.380.810 F.CFA

de travaux financés par des emprunts affectés.

Il en résulte un déficit de 43.322.728.289 F. CFA, non compris la couverture des bons d’engagement émis et non encore mandatés en fin d’année, soit 10.530.555.298 F CFA.

Au total, le déficit atteint pratiquement 55 milliards de F. CFA. Ce déficit comptable a été couvert en trésorerie par

- les excédents comptables antérieurs, soit 5 milliards de F. CFA
- les bons d’équipement souscrits par les banques soit 16 milliards de F. CFA
- le décalage entre la date de mandatement et celle du règlement pour 19 milliards de F. CFA.

En résumé, la situation du Trésor était en fin d’année 1983 extrêmement tendue puisque les disponibilités de 12 milliards ne couvraient pas les mandats en instance de règlement qui s’élevaient à 15 milliards.

Il n’a cependant pas été nécessaire de recourir aux emprunts ni aux avances de la Banque Centrale pour exécuter le Budget.
2 - ANNÉE 1984.

Le Budget 1984, compte tenu de la situation en fin d’année 1983 devait nécessairement être scrupuleusement équilibré afin de rebâtir la situation précaire de la trésorerie.

Les dépenses sont strictement ajustées aux recettes. Les effets favorables de la hausse des cours du dollar américain ont permis d’accroître le volume des dépenses malgré une stagnation des prix et une stabilisation de la production du pétrole.


Le solde cumulé des opérations budgétaires, compte tenu du déficit de 1983, est encore déficitaire de 25 milliards. Cette situation nous oblige à poursuivre une politique financière très rigoureuse.

3 - ANNÉE 1985.

Le Budget 1985 présente les caractéristiques suivantes :

- une pause significative dans la croissance des volumes de recettes et dépenses. La stagnation des prix du pétrole, heureusement compensée en partie par la hausse des cours du dollar se traduit par une légère diminution des recettes pétrolières.


- une diminution sensible du poste "Arrières", due à une affectation des ressources 1983 et 1984 en priorité aux dépenses obligatoires (transports, loyers, électricité, téléphone...) et à la liquidation des arrières de PETROGAB.

Au total, les recettes progressent de 2 milliards et les dépenses de 14,5 milliards, la différence est compensée par une diminution de poste "hors exercice" de 20 milliards. L’augmentation concerne essentiellement le fonctionnement (15,9 milliards, soit 7,5% d’accroissement). Notre pays est déjà entré dans la période de "l’Après pétrole" et il sera rapidement indispensable de comprimer réellement nos dépenses de fonctionnement sous peine de voir diminuer les dotations aux investissements, ce qui entraînera inévitablement une récession économique insupportable.

### TABLEAU COMPARATIF

#### LOI DE FINANCES

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1983 EXECUTION</th>
<th>1984 PREVISION</th>
<th>1985 LOI DE FINANCES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>RECETTES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes fiscales</td>
<td>266.607</td>
<td>310.900</td>
<td>311.300</td>
</tr>
<tr>
<td>dont pétrole</td>
<td>(187.278)</td>
<td>(206.500)</td>
<td>(200.000)</td>
</tr>
<tr>
<td>Droits de douane</td>
<td>81.638</td>
<td>91.000</td>
<td>95.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes non fiscales</td>
<td>134.491</td>
<td>190.000</td>
<td>187.600</td>
</tr>
<tr>
<td>dont pétrole</td>
<td>(124.130)</td>
<td>(178.900)</td>
<td>(175.000)</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes en capital</td>
<td>91</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts</td>
<td>56.032</td>
<td>83.600</td>
<td>85.000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>538.859</td>
<td>675.600</td>
<td>679.000</td>
</tr>
<tr>
<td>dont pétrole</td>
<td>(311.408)</td>
<td>(385.400)</td>
<td>(375.000)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DEPENSES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dette Publique</td>
<td>158.633</td>
<td>155.000</td>
<td>135.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>177.663</td>
<td>203.100</td>
<td>219.000</td>
</tr>
<tr>
<td>dont Solde</td>
<td>71.941</td>
<td>81.160</td>
<td>91.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Main d’œuvre</td>
<td>10.167</td>
<td>12.280</td>
<td>12.902</td>
</tr>
<tr>
<td>Biens et Services</td>
<td>72.188</td>
<td>79.440</td>
<td>83.427</td>
</tr>
<tr>
<td>Transferts</td>
<td>23.367</td>
<td>30.220</td>
<td>31.671</td>
</tr>
<tr>
<td>Investissements</td>
<td>245.886</td>
<td>304.000</td>
<td>325.000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>582.182</td>
<td>662.100</td>
<td>679.000</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------</td>
<td>----------</td>
<td>----------</td>
<td>----------</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes</td>
<td>408.253</td>
<td>473.560</td>
<td>482.827</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>271.509</td>
<td>310.187</td>
<td>311.408</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>136.744</td>
<td>163.373</td>
<td>171.419</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses de l'exercice</td>
<td>312.527</td>
<td>361.198</td>
<td>453.580</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses courantes</td>
<td>177.917</td>
<td>189.263</td>
<td>207.694</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>138.018</td>
<td>148.335</td>
<td>177.663</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérêts</td>
<td>39.899</td>
<td>40.928</td>
<td>30.031</td>
</tr>
<tr>
<td>Investissements</td>
<td>134.610</td>
<td>171.935</td>
<td>245.886</td>
</tr>
<tr>
<td>Dépenses hors exercice</td>
<td>17.391</td>
<td>20.076</td>
<td>41.868</td>
</tr>
<tr>
<td>Excedent brut</td>
<td>78.335</td>
<td>92.286</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Déficit</td>
<td></td>
<td></td>
<td>12.621</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>TRESORERIE</th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ressources</td>
<td>98.070</td>
<td>112.660</td>
<td>56.032</td>
<td>93.600</td>
<td>102.500</td>
</tr>
<tr>
<td>Excédent</td>
<td>78.335</td>
<td>92.286</td>
<td></td>
<td>10.000</td>
<td>17.500</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts</td>
<td>19.735</td>
<td>20.374</td>
<td>56.032</td>
<td>83.600</td>
<td>85.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Emplois</td>
<td>84.973</td>
<td>75.772</td>
<td>99.355</td>
<td>80.100</td>
<td>82.500</td>
</tr>
<tr>
<td>Déficit</td>
<td></td>
<td></td>
<td>12.621</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Remboursements</td>
<td>84.973</td>
<td>75.772</td>
<td>86.734</td>
<td>80.100</td>
<td>82.500</td>
</tr>
<tr>
<td>Excédent net</td>
<td>13.097</td>
<td>36.788</td>
<td></td>
<td>13.500</td>
<td>20.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Déficit net</td>
<td></td>
<td></td>
<td>43.323</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
LOI N° 24/84
Approfondit le budget de l'Etat.
Gestion 1985

L'ASSEMBLEE NATIONALE A DELIBERE ET ADOPTE
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT
PROMULGUE LA LOI Dont LA TENEUR SUIT.

VISA : DU PRESIDENT DE
LA CHAMBRE ADMINIS-
TRATIVE DE LA COUR SU-
PREME.

TITRE 1 : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

ARTICLE 1 – Le Budget de l'Etat pour la gestion 1985 est arreté en recettes et en dépenses à la somme de SIX CENT SOIXANTE DIX NEUF MILLIARDS DE F. CFA (679.000.000.000).
Ces recettes et dépenses sont ventilées en annexes 1 et 2 de la présente Loi.

TITRE 2 : DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE 2 : Les articles suivants du Code Général des Impôts directs et indirects sont modifiés ou complétés comme suit :

Article 15 – Nouvelle rédaction de l'article :
"Pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, le bénéfice imposable est arrondi au millier de francs inférieur. Le taux de l'impôt est fixe à 45% (Loi 13/82) Ce taux est ramené à 20% pour les revenus des établissement publics, associations et collectivités sans but lucrative visées à l'article 2-4° ci-dessus : toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux revenus qui se rattachent à une exploitation commerciale, industrielle, agricole ou non commerciale. L'impôt sur les sociétés est diminué, le cas échéant et dans la limite de cet impôt :
- de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières précompté au cours de l'exercice ; cette réduction ne s'applique pas aux sociétés visées à l'article 12 ;
- de la contribution foncière des propriétés bâties et de la contribution foncière des propriétés non bâties acquittées au cours de l'exercice".

Article 19 – L'alinea 1 est ainsi rédigé :
"Pour l'assiette du présent impôt, les redevables sont tenus de souscrire et faire parvenir à l'Administration avant le 1er Mai de l'année suivante une déclaration des résultats obtenus dans leurs exploitations".
Le reste : sans changement.

Article 21 – L'alinea 1 est ainsi rédigé :
"Est taxe d'office :
- Tout contribuable qui, n'ayant pas fait sa déclaration dans les délais impartis à l'article 19 ci-dessus, n'a pas régularisé sa situation dans les trente jours d'une mise en demeure";
Le reste : sans changement.

Article 23 – Nouvelle rédaction de l'article :
"Les majorations, penalités et amendes ci-après peuvent être appliquées :
- 50.000 francs en cas de dépôt tardif de la déclaration, qu'elle soit bénéficiaire ou déficitaire ;
- 30% sur le montant net de la cotisation, avec un minimum de 100.000 Frs en cas de non réponse à la mise en demeure prévue au premier alinéa de l'article 21 ;
- 50% sur le montant des droits compromis en cas d'insuffisance de déclaration ou dans les autres cas de taxation d'office visés à l'article 21. Lorsque le contribuable n'établit pas sa bonne foi, cette peine est portée à 100%".
Article 25 – Nouvelle rédaction de l’article :
"1° - Les sociétés passibles de l’impôt sur les sociétés ou du minimum de perception sont tenues de verser deux acomptes égaux chacun au quart de l’impôt payé l’année précédente.
Les acomptes sont calculés et versés par la société sans avertissement le 15 Février et le 15 Avril, au plus tard. Le solde des impôts exigibles est émis et recouvré dans les conditions prévues aux articles 399 à 420 bis.
2° - Chaque versement est accompagné d’un bordereau établi en trois exemplaires sur des imprimés fournis par l’administration.
Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versante par le comptable du Trésor.
Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes.
Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité.
3° - Le retard dans le paiement ou le défaut de versement donne lieu à l’application d’une pénalité de 10% constatée par l’Inspecteur des impôts.
4° - la société qui estime que le montant de l’acompte a verser est supérieur au quart de la cotisation dont elle sera redevable au cours de l’exercice peut réduire cet acompte dans la proportion des résultats escomptés, en adressant une déclaration spéciale à l’Inspecteur des Impôts.
Si, par la suite, cette déclaration est reconnue inexacte de plus du dixième, la majoration de 10% visée au 3° sera appliquée aux sommes non versées“.

Article 81 – 2° Nouvelle rédaction :
"2° - Chaque versement est accompagné d’un bordereau établi en trois exemplaires par Collectivité locale bénéficiaire sur des imprimés fournis par l’administration.
Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versante par le comptable du Trésor.
Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contribution Directes et Indirectes.
Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité“.

Article 104 – L’alinéa 3 est ainsi rédigé :
"Les déclarations dûment signées doivent parvenir à l’administration avant le 1er Mars de l’année suivante.
Il en est accusé réception sur demande“.

Article 106 – L’alinéa 1° est ainsi rédigé :
"Est taxe d’office : 
1° - Tout contribuable qui, n’ayant pas fait sa déclaration dans les délais impartis à l’article 104 ci-dessus, n’a pas regularisé sa situation dans les trente jours d’une mise en demeure” ;
Le reste : sans changement.

Article 108 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Les majorations, pénalités et amendes ci-après peuvent être appliquées :
- 10.000 Frs en cas de dépôt tardif de la déclaration, qu’elle soit bénéficiaire ou déficitaire :
- 25% sur le montant net de la cotisation, avec un minimum de 20.000 Frs en cas de non réponse à la mise en demeure prévue au premier alinéa de l’article 106 ;
- 50% sur le montant des droits compromis en cas d’insuffisance de déclaration ou dans les autres cas de taxation d’office visés à l’article 106.
Lorsque le contribuable n’établit pas sa bonne foi, cette pénalité est portée à 100%“.

Article 111 – Les 3e et 4e alinéa sont ainsi rédigés :
"L’impôt brut est diminué, le cas échéant et dans la limite de cet impôt :
- de l’impôt sur le revenu des valeurs mobilières précompté au cours de l’année ;
- de la contribution foncière des propriétés bâties et de la contribution foncière des propriétés non bâties acquittées au cours de l’année.
L’impôt brut est également diminué de la retenue à la source visée aux articles 80 à 81“.
ANNEXE AU TITRE DEUXIÈME
BAREME DE L’IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IRPP)
Tarif applicable à compter du 1er Janvier 1985 (Revenus perçus en 1985)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Fraction du revenu imposable (1 part)</th>
<th>Taux en pourcentage</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>N’excédant pas</td>
<td>624.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 624.000 à 1.200.000</td>
<td>1.200.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 1.200.000 à 1.600.000</td>
<td>1.600.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 1.600.000 à 2.200.000</td>
<td>2.200.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 2.200.000 à 3.500.000</td>
<td>3.500.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 3.500.000 à 4.500.000</td>
<td>4.500.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 4.500.000 à 5.800.000</td>
<td>5.800.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 5.800.000 à 6.500.000</td>
<td>6.500.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 6.500.000 à 7.500.000</td>
<td>7.500.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 7.500.000 à 9.000.000</td>
<td>9.000.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 9.000.000 à 11.000.000</td>
<td>11.000.000</td>
</tr>
<tr>
<td>De 11.000.000 à 15.000.000</td>
<td>15.000.000</td>
</tr>
<tr>
<td>au-dessus de</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

CHAPITRE VII
RETENUE A LA SOURCE

Article 145 Ter - Nouveau :
"1° - Donnent lieu à l’application d’une retenue à la source lorsqu’ils sont payés par un débiteur établi au Gabon à des personnes ou sociétés, relevant de l’impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l’impôt sur les sociétés, qui n’ont pas dans cet État d’installation professionnelle permanente :
   a) les sommes versées en rémunération d’une activité déployée au Gabon dans l’exercice d’une profession indépendante ;
   b) les produits perçus par les inventeurs ou au titre de droits d’auteur, ainsi que tous ceux tirés de la propriété industrielle ou commerciale et de droits assimilés ;
   c) les sommes payées en rémunération des prestations de toute nature matériellement fournies ou effectivement utilisées au Gabon.

2° - La base de la retenue à la source est constituée par le montant brut des sommes versées, hors taxes sur le chiffre d’affaires.

3° - Le taux de la retenue à la source est fixé à 10%.

4° - La retenue à la source doit être opérée par le débiteur établi au Gabon et reversée au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant.

Chaque versement est accompagné d’un bordereau établi en trois exemplaires sur des imprimés fournis par l’Administration.

Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versaante par le comptable du Trésor.

Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité.

5° - Le retard dans le paiement donne lieu à l’application d’une pénalité de 10% constatée par l’Inspecteur des Impôts.

Le défaut de versement donne lieu à l’application d’une majoration de 100% constatée par l’Inspecteur des Impôts".
Article 158 – Alinea 2 :
Lire "50.000" au lieu de "25.000".

Article 160 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Chaque versement est accompagné d’un bordereau en trois exemplaires sur des imprimés fournis par l’Administration.
Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versaante par le comptable du Trésor.
Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité”.

Article 203 – Le 2e alinéa est ainsi rédigé :
"Les personnes physiques exploiteuses de taxis, d’autobus et de camions sont assujetties à une patente semestrielle, exigible avant le 31 Janvier et le 31 Juillet de chaque année. Le tarif semestriel qui tient compte des impôts sur le revenu et sur le chiffre d’affaires, à l’exclusion de la taxe viscérale et de la taxe forfaitaire de solidarité nationale est fixé à l’annexe du Tableau A. Toutefois, les exploitants de plus de cinq véhicules seront assujettis à l’impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux”.

ANNEXE – "TABLEAU A – 3e Classe
– Lire "Location de cassettes pré-enregistrées (au lieu de vidéo-cassettes)

TABLEAU B
– Location de matériels et d’engins :
taxe déterminée : 90.000
taxe variable : 70 par cheval vapeur

– Location de matériel aérien :
taxe déterminée : 140.000
taxe variable : 50.000 par appareil”.

Article 237 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Les sommes dues au titre du versement forfaitaire à raison des rémunérations payées pendant un mois déterminé doivent être versées dans les vingt-cinq premiers jours du mois suivant à la caisse du comptable du Trésor du domicile de l’employeur. Toutefois, les versements sont effectués trimestriellement lorsque le nombre total des salariés est inférieur ou égal à vingt cinq.
Dans le cas de transfert du domicile hors du ressort de la perception, ainsi que dans le cas de cession ou cessation d’entreprise, le versement doit être immédiatement effectué.
En cas de décès de l’employeur, le versement doit être effectué dans les quinze premiers jours du mois suivant le décès par les ayants droits du "de cujus”.

Article 238 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Chaque versement est accompagné d’un bordereau établi en trois exemplaires sur des imprimés fournis par l’Administration.
Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versaante par le comptable du Trésor.
Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité”.

Article 338 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Chaque versement est accompagné d’un bordereau établi en trois exemplaires sur des imprimés fournis par l’Administration.
Un exemplaire du bordereau est rendu accompagné d’une quittance à la partie versaante par le comptable du Trésor.
Le deuxième exemplaire est adressé, après annotation de la date de réception, du numéro et de la date de quittance par le comptable du Trésor à la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. Le troisième exemplaire est conservé par le comptable du Trésor à l’appui de sa comptabilité.
Les versements ainsi effectués sont comptabilisés en recouvrement sous la rubrique "produits perçus par anticipation” et intégrés mécanographiquement à l’arrêté d’émission du mois suivant".
Article 349 – Lire "65.000" au lieu de "55.000".

Article 358 – Lire "65.000" au lieu de "55.000".

Article 364 – Lire "65.000" au lieu de "55.000".

Article 414 – Ajouter un 2e alinéa :
"Les régularisations d’impôt sur le revenu des personnes physiques effectuées en application de l’article 111 ne donnent pas lieu à l’émission d’un rôle lorsqu’elles sont inférieures à 1.500 Francs ; toutefois, un avis de non enrôlement est adressé au contribuable”.

Article 439 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Est susceptible de poursuites :
– tout contribuable qui n’a pas acquitté à la date réglementaire, le terme échu des contributions directes ou indirectes ou taxes assimilées mises en recouvrement au profit du budget de l’État, des Communes, des Provinces et des Départements dont il est redevable ;
– tout débiteur envers l’État, les Communes, les Provinces et les Départements qui ne s’est pas libéré de sa dette dans le délai imparti et auquel il est impossible d’opposer la compensation prévue par les articles 1289 et suivants du Code Civil”.

Article 441 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Les comptables du Trésor, responsables du recouvrement ont seuls qualité pour engager les poursuites et décerner contrainte contre le contribuable retardataire”.

Article 442 – Remplacer "agents de poursuites” par "agents huissiers du Trésor”.

Article 444 – Remplacer "agent de poursuites” par "agents huissiers du Trésor”.

Article 446 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Le comptable responsable du recouvrement qui veut agir contre un contribuable retardataire doit d’abord lui notifier par la poste un dernier avis avant poursuites qui accorde huit jours au contribuable pour se libérer”.

Article 450 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Si huit jours francs après le dernier avis avant poursuites, le contribuable ne s’est pas libéré, le comptable responsable du recouvrement établit un état de poursuites par voie de commandement. Ce dernier sera signifié à personne ou à domicile par un agent commissionné.
Le commandement est rédigé en original et en copie. En cas d’absence du redevable ou de son représentant, le commandement peut être valablement signifié au bureau du Maire, du Préfet, au Commissariat de Police ou à la Brigade de Gendarmerie”.

Article 451 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Les commandements sont établis par les agents huissiers du Trésor ou les porteurs de contraintes et visés par le comptable responsable du recouvrement.
L’original, qui peut être collectif, pour tous retardataires poursuivis le même jour, dans le même lieu, porte mention des commandements exécutés”.

Article 452 – Nouvelle rédaction de l’article :
"Trois jours après la signification du commandement, une saisie peut être pratiquée. Le comptable établit un état de poursuites par voie de saisie qu’il adresse au Trésorier-Payeur Général pour autorisation.
La saisie est faite pour les termes échus des contributions, sans distinction d’exercice. Si le contribuable offre de se libérer en totalité, l’agent huissier du Trésor ou le porteur de contraintes établit un procès-verbal de saisie-interrompue et cesse les poursuites.
Le délai de trois jours est ramené à un jour si le contribuable fait l’objet d’une sanction fiscale ou s’il existe un risque de détournement des objets qui devront être saisis”.

Article 454 – alinéa 1er : Remplacer "les porteurs de contraintes” par "les agents huissiers du Trésor et les porteurs de contraintes”.
alinéa 2 : Remplacer "l’agent de poursuites” par "l’agent huissier du Trésor”.

Article 456 – alinéa 2 : Remplacer "le porteur de contraintes” par "l’agent huissier du Trésor et le porteur de contraintes”.
Article 458 — alinéa 2 : Remplacer "l’agent de poursuites" par "l’agent huissier du Trésor".

Article 460 — Remplacer "du porteur de contraintes" par "de l’agent huissier du Trésor et du porteur de contraintes".

Article 461 — Remplacer "l’agent de poursuites" par "l’agent huissier du Trésor".

Article 462 — Remplacer "l’agent de poursuites" par "l’agent huissier du Trésor".

Article 463 — Remplacer "agent de poursuites" par "agent huissier du Trésor".

Article 464 — alinéa 1er : Remplacer "du porteur de contraintes" par "de l’agent huissier du Trésor et du porteur de contraintes".

Article 467 — Remplacer "porteurs de contraintes" par "agents huissiers du Trésor et aux porteurs de contraintes".

Article 469 — Remplacer "les porteurs de contraintes" par "les agents huissiers du Trésor et les porteurs de contraintes".

SECTION IV : Tarif des frais de poursuites

— Tarif inchangé
— Ajouter au tableau.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des actes</th>
<th>Tarif</th>
<th>Rémunération des Agents de Poursuites</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tentative de saisie</td>
<td>1% avec un minimum de 500 Francs</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td>Perquisition</td>
<td>1% avec un minimum de 500 Francs</td>
<td>500</td>
</tr>
</tbody>
</table>

TITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 3 : La Loi n° 8/83 du 31/12/83 portant Code des Participations est modifiée comme suit :

"Article 3 — (Nouvelle rédaction)
Cette participation à titre gratuit donne à l’Etat le droit de souscrire à titre onéreux à toute augmentation de capital dans la limite de 10%".

Article 14 — alinéa 2 (nouvelle rédaction).
Les dividendes, tantièmes et jetons de présence dus à l’Etat au titre de sa participation gratuite au capital des Sociétés sont versés à un Compte Spécial du Trésor qui sera affecté aux souscriptions de l’Etat aux augmentations de capital des Sociétés.

ARTICLE 4 : L’article 7 de l’Ordonnance n° 36/67 du 1er Août 1967 portant création du Fonds Gabonais d’Investissement est ainsi modifié :

"Le prélèvement additionnel sera approuvé comme en matière d’impôts directs et les dispositions des articles 415 à 473 du Code Général des Impôts Directs et Indirects lui sont applicables mutatis mutandis.

Toutefois, lorsque les entreprises ont présenté un dossier d’agrément d’investissement, la mise au rôle du prélèvement est suspendue dans la limite de la prescription jusqu’à la décision du Comité de direction du Fonds Gabonais d’Investissement.

Pour les entreprises nouvelles agréées au Code des Investissements et sur leur demande, le Comité d’agrément pourra, après examen du dossier, accorder un report de souscription aux certificats d’investissement d’une durée maximum de cinq ans".
ARTICLE 5 — La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d’urgence et exécutée comme Loi de l’État.

Par le Président de la République
Chef de l’État

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement
Léon MEBIAME

Le Ministre de l’Économie, des Finances et des Participations
Jean-Pierre LEMBOUMBA LEPANDOU

Fait à Libreville, le 29 Décembre 1984

EL HADJ OMAR BONGO
<table>
<thead>
<tr>
<th>NATURE</th>
<th>1984</th>
<th>1985</th>
<th>ECRAT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>TITRE 1  Recettes fiscales</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur le revenu et les bénéfices</td>
<td>257.700</td>
<td>254.400</td>
<td>- 3.300</td>
</tr>
<tr>
<td>- Pétrole</td>
<td>(208.000)</td>
<td>(200.000)</td>
<td>(- 8.000)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Hors Pétrole</td>
<td>(49.700)</td>
<td>(54.400)</td>
<td>(+ 4.700)</td>
</tr>
<tr>
<td>Taxes sur les salaires</td>
<td>8.000</td>
<td>8.300</td>
<td>+ 300</td>
</tr>
<tr>
<td>Droits et taxes sur la propriété</td>
<td>1.500</td>
<td>1.900</td>
<td>+ 400</td>
</tr>
<tr>
<td>Taxes sur les biens et services</td>
<td>33.800</td>
<td>39.400</td>
<td>+ 5.600</td>
</tr>
<tr>
<td>Droits de douane</td>
<td>91.000</td>
<td>95.000</td>
<td>+ 4.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres taxes</td>
<td>14.300</td>
<td>7.300</td>
<td>- 7.000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>406.300</td>
<td>406.300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 2  Recettes non fiscales</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Revenus du domaine public</td>
<td>179.450</td>
<td>178.700</td>
<td>- 750</td>
</tr>
<tr>
<td>- Pétrole</td>
<td>(177.400)</td>
<td>(175.000)</td>
<td>(- 2.400)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Hors Pétrole</td>
<td>(2.050)</td>
<td>(3.700)</td>
<td>(+ 1.650)</td>
</tr>
<tr>
<td>Recettes des Régies</td>
<td>250</td>
<td>250</td>
<td>/</td>
</tr>
<tr>
<td>Amendes et Saisies</td>
<td>300</td>
<td>300</td>
<td>/</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers</td>
<td>7.300</td>
<td>8.350</td>
<td>+ 1.050</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>187.300</td>
<td>187.600</td>
<td>+ 300</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 3  Cessions d’Actifs</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>400</td>
<td>100</td>
<td>- 300</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL Recettes Ordinaires</strong></td>
<td>594.000</td>
<td>594.000</td>
<td>/</td>
</tr>
<tr>
<td>- Pétrole</td>
<td>(385.400)</td>
<td>(375.000)</td>
<td>(- 10.400)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Hors Pétrole</td>
<td>(208.600)</td>
<td>(219.000)</td>
<td>(+ 10.400)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 5  Prélèvements</strong></td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 6  Emprunts</strong></td>
<td>84.000</td>
<td>85.000</td>
<td>+ 1.000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES RECETTES</strong></td>
<td>678.000</td>
<td>679.000</td>
<td>+ 1.000</td>
</tr>
<tr>
<td>NATURE</td>
<td>1984</td>
<td>1985</td>
<td>ECART</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------</td>
<td>----------</td>
<td>----------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 1 Dette Publique</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caisse Autonome d’Amortissement</td>
<td>121.980</td>
<td>120.000</td>
<td>- 1.980</td>
</tr>
<tr>
<td>Arriérés</td>
<td>31.220</td>
<td>12.800</td>
<td>- 18.420</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres frais et commissions</td>
<td>2.300</td>
<td>2.200</td>
<td>- 100</td>
</tr>
<tr>
<td>Total Dette Publique</td>
<td>155.500</td>
<td>135.000</td>
<td>- 20.500</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 2 Fonctionnement</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde</td>
<td>81.500</td>
<td>91.000</td>
<td>+ 9.500</td>
</tr>
<tr>
<td>Main-d’œuvre non permanente</td>
<td>12.151</td>
<td>12.900</td>
<td>+ 749</td>
</tr>
<tr>
<td>Biens et Services divers</td>
<td>77.482</td>
<td>83.400</td>
<td>+ 5.918</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 3 Transferts</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bourses et enseignement privé</td>
<td>8.260</td>
<td>8.652</td>
<td>+ 392</td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions, Soutiens, Secours</td>
<td>18.358</td>
<td>18.777</td>
<td>+ 419</td>
</tr>
<tr>
<td>Cotisations Internationales</td>
<td>3.749</td>
<td>4.271</td>
<td>+ 522</td>
</tr>
<tr>
<td>Total Transferts</td>
<td>30.367</td>
<td>31.700</td>
<td>+ 1.333</td>
</tr>
<tr>
<td>Total Fonctionnement</td>
<td>201.500</td>
<td>219.000</td>
<td>+ 17.500</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TITRE 4 Investissements</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations nouvelles</td>
<td>302.000</td>
<td>305.000</td>
<td>+ 3.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Reports de crédits</td>
<td>19.000</td>
<td>20.000</td>
<td>+ 1.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Total Investissements</td>
<td>321.000</td>
<td>325.000</td>
<td>+ 4.000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES DÉPENSES</strong></td>
<td>678.000</td>
<td>679.000</td>
<td>+ 1.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Article</td>
<td>Nature</td>
<td>Préservation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>--------</td>
<td>--------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RECEDES FISCALES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 11</td>
<td>Impôts sur les sociétés (hors mines et pétrole)</td>
<td>28.500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 12</td>
<td>Impôts sur les sociétés (pétrole)</td>
<td>200.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 14</td>
<td>Impôts sur les sociétés (mines)</td>
<td>1.800</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total impôts sur les sociétés</strong></td>
<td></td>
<td><strong>(230.300)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 23</td>
<td>Impôts sur le revenu des Personnes Physiques</td>
<td>2.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 25</td>
<td>Acomptes IRPP salaires</td>
<td>14.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 26</td>
<td>Taxe complémentaire</td>
<td>4.200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Impôts sur les personnes</strong></td>
<td></td>
<td><strong>(20.700)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 30</td>
<td>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</td>
<td>2.900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>11 90</td>
<td>Pénalités</td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total impôts sur Revenu et Bénéfices</strong></td>
<td></td>
<td><strong>254.400</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>12 20</td>
<td>Versement forfaitaire sur les salaires</td>
<td>8.300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total taxes sur les salaires</strong></td>
<td></td>
<td><strong>8.300</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 11</td>
<td>Taxe sur les terrains</td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 12</td>
<td>Taxe sur les biens de Main Morte</td>
<td>700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 13</td>
<td>Taxe sur les valeurs locatives</td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 40</td>
<td>Droits de mutation</td>
<td>40</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 50</td>
<td>Droits d'enregistrement</td>
<td>1.050</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Droits et Taxes sur Propriété</strong></td>
<td></td>
<td><strong>1.900</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 11</td>
<td>Taux normal</td>
<td>18.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 12</td>
<td>Taux majoré</td>
<td>7.500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 13</td>
<td>Taux réduit</td>
<td>1.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Impôt sur le chiffre d'affaires</strong></td>
<td></td>
<td><strong>(26.500)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 14</td>
<td>Taxe sur les transactions</td>
<td>5.700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 41</td>
<td>Taxe sur les assurances</td>
<td>1.800</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 42</td>
<td>Taxe sur les loyers</td>
<td>3.900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 53</td>
<td>Taxe sur les véhicules à moteur</td>
<td>680</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 54</td>
<td>Taxe sur la chasse</td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 55</td>
<td>Taxe sur engins de gros tonnage</td>
<td>800</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Taxe sur bateaux de plaisance</td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Taxes sur biens et services</strong></td>
<td></td>
<td><strong>39.400</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
# BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES
(en millions de francs CFA)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article</th>
<th>NATURE</th>
<th>Prévision</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>RECETTES FISCALES</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>15 10</td>
<td>Taxes à l’importation</td>
<td>88.000</td>
</tr>
<tr>
<td>15 20</td>
<td>Taxes à l’exportation</td>
<td>7.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Droits de Douane</strong></td>
<td><strong>95.000</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>19 10</td>
<td>Taxe forfataire de solidarité nationale</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>19 20</td>
<td>Droit de timbre</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>19 30</td>
<td>Recettes BEAC</td>
<td>7.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total autres taxes</strong></td>
<td><strong>7.300</strong></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>TOTAL RECETTES FISCALES</strong></td>
<td><strong>406.300</strong></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>RECETTES NON FISCALES</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Revenus du Domaine Public</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>22 11</td>
<td>Concessions, permis d’occuper</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>22 12</td>
<td>Locations d’immeubles</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>22 13</td>
<td>Revenus de logement</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>22 14</td>
<td>Taxes d’extraction des matériaux</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Domaine immobilier</strong></td>
<td><strong>(300)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>22 21</td>
<td>Redevances forestières</td>
<td>380</td>
</tr>
<tr>
<td>22 22</td>
<td>Charges forestières</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Domaine Forestier</strong></td>
<td><strong>(400)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>22 31</td>
<td>Redevances pétrolières</td>
<td>110.000</td>
</tr>
<tr>
<td>22 32</td>
<td>Cessions de pétrole</td>
<td>57.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Domaine pétrolier</strong></td>
<td><strong>(167.000)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>22 41</td>
<td>Manganèse</td>
<td>2.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Domaine minier</strong></td>
<td><strong>(2.000)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>22 51</td>
<td>Participations sociétés pétrolières</td>
<td>8.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Autres participations</td>
<td>1.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total participations</strong></td>
<td><strong>(11.000)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total revenus du Domaine Public</strong></td>
<td><strong>178.700</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>23 40</td>
<td>Péages</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>23 50</td>
<td>Hopitaux</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>23 10</td>
<td>Elevage</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>23 20</td>
<td>Cadastre</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>23 20</td>
<td>Marine Marchande</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>23 70</td>
<td>Sûreté Nationale</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>Total Régies</strong></td>
<td><strong>250</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES
(en millions de francs CFA)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article</th>
<th>NATURE</th>
<th>Prévision</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>24 20</td>
<td>Majorations et Poursuites</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>24 40</td>
<td>Pénalités Contrôle des Prix</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>24 50</td>
<td>Pénalités Domaines</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>24 60</td>
<td>Amendes</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>24 70</td>
<td>Saisies</td>
<td>140</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total Amendes et Saisies**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article</th>
<th>NATURE</th>
<th>Prévision</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>29 10</td>
<td>Produits divers</td>
<td>950</td>
</tr>
<tr>
<td>29 20</td>
<td>Produits Financiers</td>
<td>1.500</td>
</tr>
<tr>
<td>29 30</td>
<td>Contrôle des Assurances</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>29 40</td>
<td>Exercices antérieurs</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td>29</td>
<td>Assistance Technique Française</td>
<td>5.500</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total Produits Divers**

**TOTAL RECETTES NON FISCALES**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article</th>
<th>NATURE</th>
<th>Prévision</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>33 10</td>
<td>Vente de terrains</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL CESSIONS D’ACTIFS**

**TOTAL RECETTES ORDINAIRES**

594.000
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Article 20 Solde</th>
<th>Article 30 Main d'Œuvre</th>
<th>Article 40 Biens et services</th>
<th>Article 50 Transferts</th>
<th>Dotations 1985</th>
<th>Dotations 1984</th>
<th>Ecarts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>002 DEPENSES COMMUNES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>10 POUVOIRS PUBLICS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>11 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>111 GESTION DIRECTE</td>
<td>3.400.000</td>
<td>540.520</td>
<td>4.585.637</td>
<td>5.126.157</td>
<td>5.005.689</td>
<td>120.468</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>112 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>3.400.000</td>
<td>540.520</td>
<td>516.200</td>
<td>3.916.200</td>
<td>5.255.750</td>
<td>339.550</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>3.400.000</td>
<td>540.520</td>
<td>5.101.837</td>
<td>9.042.357</td>
<td>10.261.439</td>
<td>1.219.082</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>12 ASSEMBLEE NATIONALE ET CORPS INSTITUTIONNELS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>121 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.700.000</td>
<td>299.664</td>
<td>184.800</td>
<td>484.464</td>
<td>453.662</td>
<td>30.802</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>122 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.700.000</td>
<td>299.664</td>
<td>153.000</td>
<td>1.853.050</td>
<td>1.830.922</td>
<td>22.128</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>1.700.000</td>
<td>299.664</td>
<td>337.800</td>
<td>2.337.514</td>
<td>2.284.584</td>
<td>52.930</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>13 PRIMATURE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>131 GESTION DIRECTE</td>
<td>400.000</td>
<td>63.990</td>
<td>588.300</td>
<td>652.290</td>
<td>600.560</td>
<td>51.730</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>132 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>400.000</td>
<td>63.990</td>
<td>93.988</td>
<td>493.988</td>
<td>142.061</td>
<td>351.927</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>400.000</td>
<td>63.990</td>
<td>682.288</td>
<td>1.146.278</td>
<td>742.621</td>
<td>403.657</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>14 CABINETS POLITIQUES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>141 GESTION DIRECTE</td>
<td>298.632</td>
<td>254.650</td>
<td>553.282</td>
<td>566.894</td>
<td>-13.612</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>142 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>298.632</td>
<td>126.200</td>
<td>126.200</td>
<td>140.000</td>
<td>16.200</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>298.632</td>
<td>380.850</td>
<td>679.482</td>
<td>676.894</td>
<td></td>
<td>2.588</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>15 PARTI DEMOCRATIQUE GABONNAIS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>151 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.000.000</td>
<td>47.350</td>
<td>114.950</td>
<td>162.300</td>
<td>159.850</td>
<td>2.450</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>152 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.000.000</td>
<td>47.350</td>
<td>142.746</td>
<td>1.550.936</td>
<td>1.055.810</td>
<td>495.126</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>1.000.000</td>
<td>47.350</td>
<td>142.746</td>
<td>1.550.936</td>
<td>1.055.810</td>
<td>495.126</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL FONCTION</strong></td>
<td>6.500.000</td>
<td>1.254.556</td>
<td>6.663.521</td>
<td>360.890</td>
<td>14.778.967</td>
<td>15.021.348</td>
<td>-242.381</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 29</td>
<td>Article 30</td>
<td>Article 31</td>
<td>Article 32</td>
<td>Article 33</td>
<td>Article 34</td>
<td>Article 35</td>
<td>Article 36</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------</td>
<td>-----------</td>
<td>-----------</td>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 20 Solde</td>
<td>Article 30 Main d'Œuvre</td>
<td>Article 40 Biens et services</td>
<td>Article 50 Transferts</td>
<td>Dotations 1985</td>
<td>Dotations 1984</td>
<td>Ecart</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>----------------</td>
<td>------------------------</td>
<td>----------------------------</td>
<td>----------------------</td>
<td>----------------</td>
<td>----------------</td>
<td>-------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>40 ADMINISTRATION GENERALE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>41 JUSTICE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>411 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.540.000</td>
<td>99.800</td>
<td>208.865</td>
<td>6.000</td>
<td>308.665</td>
<td>292.957</td>
<td>15.708</td>
</tr>
<tr>
<td>412 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.540.000</td>
<td>99.800</td>
<td>411.180</td>
<td>600</td>
<td>1.957.180</td>
<td>1.944.290</td>
<td>12.890</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>1.540.000</td>
<td>99.800</td>
<td>620.045</td>
<td>600</td>
<td>2.265.845</td>
<td>2.237.247</td>
<td>28.598</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>42 ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>421 GESTION DIRECTE</td>
<td>3.000.000</td>
<td>295.015</td>
<td>494.860</td>
<td>3.800</td>
<td>789.875</td>
<td>731.860</td>
<td>58.015</td>
</tr>
<tr>
<td>422 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>3.000.000</td>
<td>295.015</td>
<td>405.850</td>
<td>3.800</td>
<td>3.409.650</td>
<td>3.462.320</td>
<td>52.670</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>3.000.000</td>
<td>295.015</td>
<td>900.710</td>
<td>3.800</td>
<td>4.199.525</td>
<td>4.194.180</td>
<td>5.345</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>43 INFORMATION POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>431 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.500.000</td>
<td>550.925</td>
<td>2.139.725</td>
<td>1.332.294</td>
<td>2.690.650</td>
<td>2.565.673</td>
<td>121.977</td>
</tr>
<tr>
<td>432 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.500.000</td>
<td>550.925</td>
<td>350.050</td>
<td>1.332.294</td>
<td>3.182.344</td>
<td>3.430.477</td>
<td>-248.133</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>1.500.000</td>
<td>550.925</td>
<td>2489.775</td>
<td>1.332.294</td>
<td>5.872.994</td>
<td>5.999.150</td>
<td>-126.257</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>44 FONCTION PUBLIQUE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>441 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.800.000</td>
<td>83.095</td>
<td>186.490</td>
<td>190.300</td>
<td>459.885</td>
<td>447.607</td>
<td>12.278</td>
</tr>
<tr>
<td>442 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.800.000</td>
<td>83.095</td>
<td>667.180</td>
<td>64.000</td>
<td>2481.180</td>
<td>2439.624</td>
<td>91.556</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>1.800.000</td>
<td>83.095</td>
<td>853.670</td>
<td>254.300</td>
<td>2991.065</td>
<td>2887.231</td>
<td>103.834</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>45 SECURITE PENTENTIAIRE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>451 GESTION DIRECTE</td>
<td>800.000</td>
<td>5.000</td>
<td>414.150</td>
<td>8.530</td>
<td>419.150</td>
<td>398.830</td>
<td>20.320</td>
</tr>
<tr>
<td>452 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>800.000</td>
<td>5.000</td>
<td>8.530</td>
<td>422.680</td>
<td>808.530</td>
<td>636.860</td>
<td>171.670</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>800.000</td>
<td>5.000</td>
<td>422.680</td>
<td>1.227.680</td>
<td>1.035.690</td>
<td>191.990</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>46 SECURITE ROUTIERE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>461 GESTION DIRECTE</td>
<td>30.000</td>
<td>5.450</td>
<td>13.400</td>
<td>14.000</td>
<td>18.850</td>
<td>16.505</td>
<td>2.345</td>
</tr>
<tr>
<td>462 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>30.000</td>
<td>5.450</td>
<td>27.400</td>
<td>14.000</td>
<td>44.000</td>
<td>42.500</td>
<td>1.500</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>30.000</td>
<td>5.450</td>
<td>27.400</td>
<td>27.400</td>
<td>62.850</td>
<td>59.050</td>
<td>3.845</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>47 COMMUNICATION SOCIALE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>472 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>30.000</td>
<td>6.620</td>
<td>14.000</td>
<td>22.200</td>
<td>58.820</td>
<td>55.570</td>
<td>3.250</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>30.000</td>
<td>6.620</td>
<td>33.300</td>
<td>44.400</td>
<td>73.640</td>
<td>70.640</td>
<td>3000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL FONCTION</strong></td>
<td><strong>8.700.000</strong></td>
<td><strong>1.045.905</strong></td>
<td><strong>5.336.480</strong></td>
<td><strong>1.596.394</strong></td>
<td><strong>16.678.779</strong></td>
<td><strong>16.468.073</strong></td>
<td><strong>210.706</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Tableau</td>
<td>Article 20 Solde</td>
<td>Article 30 Main d'Œuvre</td>
<td>Article 40 Biens et services</td>
<td>Article 50 Transferts</td>
<td>Dotations 1985</td>
<td>Dotations 1984</td>
<td>Ecarts</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------------</td>
<td>-------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td>----------------------</td>
<td>----------------</td>
<td>----------------</td>
<td>--------</td>
</tr>
<tr>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>50 ADMINISTRATIONS ECONOMIQUES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>51</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>51 ECONOMIE ET FINANCES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>511 GESTION DIRECTE</td>
<td>4,200,000</td>
<td>365,456</td>
<td>813,128</td>
<td>146,750</td>
<td>1,325,334</td>
<td>1,316,358</td>
<td>8,976</td>
</tr>
<tr>
<td>512 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>4,200,000</td>
<td>365,456</td>
<td>1,722,900</td>
<td>782,250</td>
<td>6,705,150</td>
<td>6,090,081</td>
<td>615,069</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>4,200,000</td>
<td>365,456</td>
<td>2,536,028</td>
<td>929,000</td>
<td>8,030,484</td>
<td>7,406,419</td>
<td>624,045</td>
</tr>
<tr>
<td>52 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>521 GESTION DIRECTE</td>
<td>50,000</td>
<td>9,040</td>
<td>15,100</td>
<td>24,140</td>
<td>20,700</td>
<td>3,440</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>522 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>50,000</td>
<td>9,040</td>
<td>40,600</td>
<td>90,600</td>
<td>106,600</td>
<td>16,000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50,000</td>
<td>9,040</td>
<td>55,700</td>
<td>114,740</td>
<td>127,300</td>
<td>12,560</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>53 PLANIFICATION</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>531 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>532 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>650,000</td>
<td>65,200</td>
<td>86,500</td>
<td>419,500</td>
<td>1,525,380</td>
<td>1,188,801</td>
<td>336,579</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>650,000</td>
<td>65,200</td>
<td>304,180</td>
<td>419,500</td>
<td>1,525,380</td>
<td>1,188,801</td>
<td>336,579</td>
</tr>
<tr>
<td>54 DOMAINES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>541 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>542 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>300,000</td>
<td>34,883</td>
<td>144,590</td>
<td>179,473</td>
<td>169,880</td>
<td>9,593</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>300,000</td>
<td>34,883</td>
<td>424,530</td>
<td>777,413</td>
<td>977,106</td>
<td>199,693</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>55 COMMERCE ET CONSOMMATION</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>551 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>552 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>300,000</td>
<td>21,605</td>
<td>66,310</td>
<td>87,915</td>
<td>87,005</td>
<td>910</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>300,000</td>
<td>21,605</td>
<td>161,407</td>
<td>3,500</td>
<td>486,512</td>
<td>1,076,145</td>
<td>589,633</td>
</tr>
<tr>
<td>56 INDUSTRIE ET SOCIETES D'ETAT</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>561 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>562 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>50,000</td>
<td>12,200</td>
<td>12,880</td>
<td>25,000</td>
<td>14,940</td>
<td>10,060</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50,000</td>
<td>12,200</td>
<td>27,300</td>
<td>5,200</td>
<td>94,700</td>
<td>66,624</td>
<td>28,076</td>
</tr>
<tr>
<td>57 CADASTRE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>571 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>572 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>350,000</td>
<td>113,750</td>
<td>61,800</td>
<td>9,464</td>
<td>185,014</td>
<td>172,280</td>
<td>12,734</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>350,000</td>
<td>113,750</td>
<td>23,300</td>
<td>12,500</td>
<td>386,000</td>
<td>317,470</td>
<td>68,530</td>
</tr>
<tr>
<td>58 PARTICIPATIONS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>581 GESTION DIRECTE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>582 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>100,000</td>
<td>2,868</td>
<td>2,372</td>
<td>5,240</td>
<td>6,149</td>
<td>-909</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>100,000</td>
<td>2,868</td>
<td>14,100</td>
<td>114,100</td>
<td>131,500</td>
<td>-17,400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL FONCTION</td>
<td>6,000,000</td>
<td>625,002</td>
<td>3,715,417</td>
<td>1,379,164</td>
<td>11,719,583</td>
<td>11,469,814</td>
<td>249,769</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Recapitulation Fonctionnelle Des Dépenses

(En milliers de Francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article 20</th>
<th>Article 30</th>
<th>Article 40</th>
<th>Article 50</th>
<th>Dotations 1985</th>
<th>Dotations 1984</th>
<th>Ecarts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Solde</td>
<td>Main d'Œuvre</td>
<td>Biens et services</td>
<td>Transferts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>60 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>61 AGRICULTURE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>611 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.200.000</td>
<td>352.439</td>
<td>380.986</td>
<td>733.425</td>
<td>698.587</td>
<td>34.838</td>
</tr>
<tr>
<td>612 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.200.000</td>
<td>352.439</td>
<td>754.941</td>
<td>2.334.380</td>
<td>2.265.119</td>
<td>69.261</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>1.200.000</td>
<td>352.439</td>
<td>754.941</td>
<td>2.334.380</td>
<td>2.265.119</td>
<td>69.261</td>
</tr>
<tr>
<td>62 EAUX ET FORETS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>621 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.100.000</td>
<td>469.743</td>
<td>241.134</td>
<td>710.877</td>
<td>701.582</td>
<td>9.295</td>
</tr>
<tr>
<td>622 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.100.000</td>
<td>469.743</td>
<td>165.000</td>
<td>1.265.000</td>
<td>1.140.579</td>
<td>124.421</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>1.100.000</td>
<td>469.743</td>
<td>406.134</td>
<td>1.975.877</td>
<td>1.842.161</td>
<td>133.716</td>
</tr>
<tr>
<td>63 MINES ET PETROLE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>631 GESTION DIRECTE</td>
<td>450.000</td>
<td>60.180</td>
<td>169.700</td>
<td>229.880</td>
<td>272.700</td>
<td>42.820</td>
</tr>
<tr>
<td>632 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>450.000</td>
<td>60.180</td>
<td>249.000</td>
<td>1.089.000</td>
<td>650.664</td>
<td>438.336</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>450.000</td>
<td>60.180</td>
<td>418.700</td>
<td>1.318.880</td>
<td>923.364</td>
<td>395.516</td>
</tr>
<tr>
<td>64 TRAVAUX PUBLICS ET CONSTRUCTION</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>641 GESTION DIRECTE</td>
<td>1.200.000</td>
<td>1.906.755</td>
<td>2.538.600</td>
<td>73.500</td>
<td>4.518.855</td>
<td>4.360.500</td>
</tr>
<tr>
<td>642 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>1.200.000</td>
<td>1.906.755</td>
<td>1.252.180</td>
<td>22.700</td>
<td>2.474.380</td>
<td>2.327.713</td>
</tr>
<tr>
<td>65 HABITAT ET LOGEMENT</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>651 GESTION DIRECTE</td>
<td>150.000</td>
<td>23.704</td>
<td>25.570</td>
<td>49.274</td>
<td>39.090</td>
<td>10.184</td>
</tr>
<tr>
<td>652 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>150.000</td>
<td>23.704</td>
<td>5.030</td>
<td>18.000</td>
<td>173.500</td>
<td>68.180</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>150.000</td>
<td>23.704</td>
<td>31.070</td>
<td>18.000</td>
<td>222.774</td>
<td>107.270</td>
</tr>
<tr>
<td>66 ENERGIE, RESSOURCES HYDRAULIQUES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>661 GESTION DIRECTE</td>
<td>50.000</td>
<td>37.000</td>
<td>13.300</td>
<td>50.300</td>
<td>40.050</td>
<td>10.250</td>
</tr>
<tr>
<td>662 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>50.000</td>
<td>5.030</td>
<td>31.500</td>
<td>86.530</td>
<td>89.897</td>
<td>3.367</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50.000</td>
<td>37.000</td>
<td>18.330</td>
<td>31.500</td>
<td>136.830</td>
<td>129.947</td>
</tr>
<tr>
<td>67 ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>671 GESTION DIRECTE</td>
<td>50.000</td>
<td>8.450</td>
<td>22.000</td>
<td>30.450</td>
<td>6.290</td>
<td>24.160</td>
</tr>
<tr>
<td>672 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>50.000</td>
<td>8.450</td>
<td>22.000</td>
<td>50.000</td>
<td>50.000</td>
<td>0.000</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50.000</td>
<td>8.450</td>
<td>22.000</td>
<td>80.450</td>
<td>6.290</td>
<td>74.160</td>
</tr>
<tr>
<td>68 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>681 GESTION DIRECTE</td>
<td>100.000</td>
<td>17.700</td>
<td>36.200</td>
<td>53.900</td>
<td>57.110</td>
<td>3.210</td>
</tr>
<tr>
<td>682 GESTION CENTRALISEE</td>
<td>100.000</td>
<td>17.700</td>
<td>32.000</td>
<td>132.000</td>
<td>132.000</td>
<td>0.000</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>100.000</td>
<td>17.700</td>
<td>68.200</td>
<td>185.900</td>
<td>57.110</td>
<td>128.790</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL FONCTION</td>
<td>4,300.000</td>
<td>2,875.971</td>
<td>5,510.155</td>
<td>562.200</td>
<td>13,248.326</td>
<td>12,019.474</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Recapitulation Fonctionnelle des Dépenses

(En milliers de Francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th>70 Développement des Infrastructures</th>
<th>Article 20 Solde</th>
<th>Article 30 Main d'Œuvre</th>
<th>Article 40 Biens et services</th>
<th>Article 50 Transferts</th>
<th>Dotations 1985</th>
<th>Dotations 1984</th>
<th>Ecarts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>71 TRANSPORTS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>711 Gestion Directe</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>712 Gestion Centralisée</td>
<td>100.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>100.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>72 Aviation Civile</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>721 Gestion Directe</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>722 Gestion Centralisée</td>
<td>400.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>400.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>73 Tourisme et Loisirs</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>731 Gestion Directe</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>732 Gestion Centralisée</td>
<td>250.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>250.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>74 Marine Marchande</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>741 Gestion Directe</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>742 Gestion Centralisée</td>
<td>150.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL SECTION</strong></td>
<td>150.000</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL FONCTION</strong></td>
<td>900.000</td>
<td>222.755</td>
<td>723.633</td>
<td>9.304.000</td>
<td>11.150.788</td>
<td>10.410.864</td>
<td>739.524</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## RECAPITULATION FONCTIONNELLE DES DEPENSES
(en milliers de Francs)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Article 20 Solde</th>
<th>Article 30 Main d’Œuvre</th>
<th>Article 40 Biens et services</th>
<th>Article 50 Transferts</th>
<th>Dotations 1985</th>
<th>Dotations 1984</th>
<th>Ecarts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>80</td>
<td>EDUCATION - CULTURE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>81</td>
<td>EDUCATION NATIONALE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>811</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td>812</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td>82</td>
<td>FORMATION PROFESSIONNELLE ET ARTISANAT</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>821</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td>822</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>20.000.000</td>
<td>952.059</td>
<td>3.225.800</td>
<td>1.139.000</td>
<td>5.316.859</td>
<td>5.010.240</td>
</tr>
<tr>
<td>83</td>
<td>JEUNESSE ET SPORTS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>831</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>850.000</td>
<td>132.436</td>
<td>434.270</td>
<td>21.550</td>
<td>611.706</td>
<td>618.463</td>
</tr>
<tr>
<td>832</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>850.000</td>
<td>132.436</td>
<td>434.270</td>
<td>21.550</td>
<td>611.706</td>
<td>618.463</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>850.000</td>
<td>132.436</td>
<td>434.270</td>
<td>21.550</td>
<td>611.706</td>
<td>618.463</td>
</tr>
<tr>
<td>84</td>
<td>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>841</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>2.700.000</td>
<td>624.698</td>
<td>1.162.350</td>
<td>3.691.759</td>
<td>1.787.048</td>
<td>1.766.805</td>
</tr>
<tr>
<td>842</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>2.700.000</td>
<td>624.698</td>
<td>1.162.350</td>
<td>3.691.759</td>
<td>1.787.048</td>
<td>1.766.805</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>2.700.000</td>
<td>624.698</td>
<td>1.162.350</td>
<td>3.691.759</td>
<td>1.787.048</td>
<td>1.766.805</td>
</tr>
<tr>
<td>85</td>
<td>CULTURE ET ARTS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>851</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>500.000</td>
<td>89.885</td>
<td>68.470</td>
<td>921.770</td>
<td>158.355</td>
<td>148.060</td>
</tr>
<tr>
<td>852</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>500.000</td>
<td>89.885</td>
<td>68.470</td>
<td>921.770</td>
<td>158.355</td>
<td>148.060</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>500.000</td>
<td>89.885</td>
<td>68.470</td>
<td>921.770</td>
<td>158.355</td>
<td>148.060</td>
</tr>
<tr>
<td>86</td>
<td>RECHERCHE SCIENTIFIQUE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>861</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>400.000</td>
<td>5.600</td>
<td>8.744</td>
<td>167.900</td>
<td>5.600</td>
<td>11.500</td>
</tr>
<tr>
<td>862</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>400.000</td>
<td>5.600</td>
<td>8.744</td>
<td>167.900</td>
<td>5.600</td>
<td>11.500</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>400.000</td>
<td>5.600</td>
<td>8.744</td>
<td>167.900</td>
<td>5.600</td>
<td>11.500</td>
</tr>
<tr>
<td>87</td>
<td>EDUCATION POPULAIRE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>871</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>350.000</td>
<td>29.600</td>
<td>23.050</td>
<td>450.700</td>
<td>52.650</td>
<td>42.995</td>
</tr>
<tr>
<td>872</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>350.000</td>
<td>29.600</td>
<td>23.050</td>
<td>450.700</td>
<td>52.650</td>
<td>42.995</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>350.000</td>
<td>29.600</td>
<td>23.050</td>
<td>450.700</td>
<td>52.650</td>
<td>42.995</td>
</tr>
<tr>
<td>88</td>
<td>RESSOURCES HUMAINES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>881</td>
<td>GESTION DIRECTE</td>
<td>50.000</td>
<td>6.205</td>
<td>8.320</td>
<td>14.525</td>
<td>6.290</td>
<td>8.235</td>
</tr>
<tr>
<td>882</td>
<td>GESTION CENTRALISEE</td>
<td>50.000</td>
<td>6.205</td>
<td>8.320</td>
<td>14.525</td>
<td>6.290</td>
<td>8.235</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50.000</td>
<td>6.205</td>
<td>8.320</td>
<td>14.525</td>
<td>6.290</td>
<td>8.235</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL FONCTION</td>
<td>25.200.000</td>
<td>1.859.744</td>
<td>17.802.200</td>
<td>7.785.972</td>
<td>52.647.916</td>
<td>46.552.673</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Recapitulation Fonctionnelle des Dépenses

**en milliers de Francs**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article 20 Solde</th>
<th>Article 30 Main d'Œuvre</th>
<th>Article 40 Biens et services</th>
<th>Article 50 Transferts</th>
<th>Dotations 1985</th>
<th>Dotations 1984</th>
<th>Ecarts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>90 Sante et Action Sociale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>911 Gestion Directe</td>
<td>7.500 000</td>
<td>1.592 940</td>
<td>3.956 579</td>
<td>311 590</td>
<td>5.861 109</td>
<td>5.710 875</td>
</tr>
<tr>
<td>912 Gestion Centralisée</td>
<td></td>
<td>1.834 775</td>
<td>1.864 000</td>
<td>11.198 775</td>
<td>8.042 623</td>
<td>2.156 152</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>7.500 000</td>
<td>1.592 940</td>
<td>5.791 354</td>
<td>2.175 590</td>
<td>17.059 884</td>
<td>13.753 498</td>
</tr>
<tr>
<td>92 Travail et Emploi</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>921 Gestion Directe</td>
<td>470 000</td>
<td>79 650</td>
<td>68 440</td>
<td></td>
<td>148 090</td>
<td>127 827</td>
</tr>
<tr>
<td>922 Gestion Centralisée</td>
<td></td>
<td></td>
<td>158 621</td>
<td>36 150</td>
<td>664 771</td>
<td>546 093</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>470 000</td>
<td>227 061</td>
<td>36 150</td>
<td>812 861</td>
<td>673 920</td>
<td>138 941</td>
</tr>
<tr>
<td>93 Affaires Sociales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>931 Gestion Directe</td>
<td>700 000</td>
<td>105 635</td>
<td>173 660</td>
<td>100 000</td>
<td>379 295</td>
<td>262 216</td>
</tr>
<tr>
<td>932 Gestion Centralisée</td>
<td></td>
<td>93 764</td>
<td></td>
<td></td>
<td>793 764</td>
<td>588 128</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>700 000</td>
<td>105 635</td>
<td>267 424</td>
<td>100 000</td>
<td>1 173 059</td>
<td>850 344</td>
</tr>
<tr>
<td>94 Promotion Féminine</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>941 Gestion Directe</td>
<td>80 000</td>
<td>16 470</td>
<td>23 950</td>
<td></td>
<td>40 420</td>
<td>33 890</td>
</tr>
<tr>
<td>942 Gestion Centralisée</td>
<td></td>
<td></td>
<td>29 000</td>
<td>5 600</td>
<td>1 156 600</td>
<td>53 525</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>80 000</td>
<td>16 470</td>
<td>52 950</td>
<td>5 600</td>
<td>1 556 020</td>
<td>87 415</td>
</tr>
<tr>
<td>95 Sécurité Sociale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>951 Gestion Directe</td>
<td>50 000</td>
<td>21 710</td>
<td>46 400</td>
<td></td>
<td>68 110</td>
<td>39 916</td>
</tr>
<tr>
<td>952 Gestion Centralisée</td>
<td></td>
<td>755 150</td>
<td>1 298 000</td>
<td></td>
<td>2 103 150</td>
<td>2 028 260</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL SECTION</td>
<td>50 000</td>
<td>21 710</td>
<td>801 550</td>
<td>1 298 000</td>
<td>2 171 260</td>
<td>2 068 176</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL FONCTION</td>
<td>8 800 000</td>
<td>1 816 405</td>
<td>7 140 939</td>
<td>3 615 340</td>
<td>21 372 084</td>
<td>17 433 353</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL BUDGET** | **91 000 000** | **12 900 000** | **83 400 000** | **31 700 000** | **219 000 000** | **201 000 000** | **17 500 000**
<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Chapitre</th>
<th>Département ou projet</th>
<th>Equipement</th>
<th>Développement</th>
<th>Total Budget</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>005</td>
<td>701</td>
<td>CHARGES COMMUNES Batiments administratifs</td>
<td>3.236,8</td>
<td>1.000</td>
<td>5.436,8</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>702</td>
<td>Contreparte projets Gabon-PNUD</td>
<td></td>
<td>1.200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total charges communes</strong></td>
<td><strong>3.236,8</strong></td>
<td><strong>2.200</strong></td>
<td><strong>5.436,8</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>115</td>
<td>701</td>
<td>PRESIDENCE Palais président</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>702</td>
<td>Réfections Presidence</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>703</td>
<td>Réfections et aménagement Palais des hôtes 12 Mars</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>704</td>
<td>Vorrie &amp; assainissement 12 Mars</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Présidence</strong></td>
<td><strong>573</strong></td>
<td><strong>7.100</strong></td>
<td><strong>7.673</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>125</td>
<td></td>
<td>ASSEMBLEE NATIONALE</td>
<td>56</td>
<td></td>
<td>56</td>
</tr>
<tr>
<td>135</td>
<td>701</td>
<td>PRIMATURE Constructions</td>
<td></td>
<td>1.500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>702</td>
<td>Equipements</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>703</td>
<td>Service documentation</td>
<td></td>
<td>250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Primature</strong></td>
<td><strong>33</strong></td>
<td><strong>2.250</strong></td>
<td><strong>2.283</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>145</td>
<td></td>
<td>CABINETS POLITIQUES</td>
<td>110</td>
<td></td>
<td>110</td>
</tr>
<tr>
<td>155</td>
<td></td>
<td>PARTI DEMOCRATIQUE GABONAIS</td>
<td>20</td>
<td></td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>255</td>
<td>701</td>
<td>AFFAIRES ETRANGERES Achevement Ambassade Brazzaville</td>
<td></td>
<td>300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>702</td>
<td>Construction Immeuble du Ministère</td>
<td></td>
<td>1.970</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Affaires Etrangeres</strong></td>
<td><strong>145</strong></td>
<td><strong>2.270</strong></td>
<td><strong>2.415</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>265</td>
<td></td>
<td>RELATIONS AVEC LES ASSEMBLEES</td>
<td>9</td>
<td></td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>275</td>
<td></td>
<td>PUBLICATIONS OFFICIELLES</td>
<td>9</td>
<td></td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>285</td>
<td></td>
<td>ARCHIVES NATIONALES</td>
<td>10</td>
<td></td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>295</td>
<td></td>
<td>CONTROLE D'ETAT</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>315</td>
<td></td>
<td>DEFENSE NATIONALE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>325</td>
<td></td>
<td>GARDE PRESIDENTIELLE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>385</td>
<td></td>
<td>SECURITE PUBLIQUE</td>
<td>700</td>
<td></td>
<td>700</td>
</tr>
<tr>
<td>415</td>
<td>701</td>
<td>JUSTICE Palais de Justice - Franceville</td>
<td></td>
<td>100</td>
<td>130</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Justice</strong></td>
<td><strong>30</strong></td>
<td><strong>100</strong></td>
<td><strong>130</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>425</td>
<td>708</td>
<td>ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</td>
<td>755</td>
<td></td>
<td>1.755</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Equipement Ndindi</td>
<td></td>
<td>1.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Administration du Territoire</strong></td>
<td><strong>755</strong></td>
<td><strong>1.000</strong></td>
<td><strong>1.755</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>435</td>
<td>402</td>
<td>INFORMATION, POSTES ET TELECOM.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>708</td>
<td>Réseau national de télévision</td>
<td></td>
<td>1.200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Maison de la radio d'Oyem</td>
<td></td>
<td>20</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Information</strong></td>
<td><strong>313</strong></td>
<td><strong>1.220</strong></td>
<td><strong>1.533</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>445</td>
<td>601</td>
<td>FONCTION PUBLIQUE</td>
<td>92,7</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>602</td>
<td>Ecole Nationale d'Administration</td>
<td></td>
<td>600</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Fonction Publique</strong></td>
<td><strong>92,7</strong></td>
<td><strong>700</strong></td>
<td><strong>792,7</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>455</td>
<td></td>
<td>SECURITE PENITENTIAIRE</td>
<td>29</td>
<td></td>
<td>29</td>
</tr>
<tr>
<td>465</td>
<td></td>
<td>SECURITE ROUTIERE</td>
<td>16</td>
<td></td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>475</td>
<td></td>
<td>COMMUNICATION SOCIALE</td>
<td>9</td>
<td></td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>515</td>
<td></td>
<td>ECONOMIE ET FINANCE</td>
<td>1.114</td>
<td></td>
<td>1.114</td>
</tr>
<tr>
<td>525</td>
<td>101</td>
<td>PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>104</td>
<td>Fonds d'aide et de garantie</td>
<td></td>
<td>1.120</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>105</td>
<td>Subventions Promogabon</td>
<td></td>
<td>250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>106</td>
<td>Etudes PME</td>
<td></td>
<td>80</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>107</td>
<td>Formation</td>
<td></td>
<td>20</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Petites et Moyennes Entreprises</strong></td>
<td><strong>8</strong></td>
<td><strong>1.520</strong></td>
<td><strong>1.528</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### DEPENSES D'INVESTISSEMENT
(en millions de Francs CFA)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Chapitre</th>
<th>Département ou projet</th>
<th>Equipment</th>
<th>Developpement</th>
<th>Total Budget</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>535</td>
<td>311</td>
<td>PLANIFICATION</td>
<td>17</td>
<td>17</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>502</td>
<td>L.T.A.</td>
<td></td>
<td>280</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>504</td>
<td>CIADFOR</td>
<td></td>
<td>200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>701</td>
<td>Ministère du Plan</td>
<td></td>
<td>1,200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>704</td>
<td>Immeuble Gabon 2000</td>
<td></td>
<td>150</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>803</td>
<td>Etudes statistiques</td>
<td></td>
<td>150</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>804</td>
<td>Etudes demographiques</td>
<td></td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>805</td>
<td>Preparation du plan</td>
<td></td>
<td>90</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>809</td>
<td>Evaluations de projets</td>
<td>2,500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>811</td>
<td>Etudes sur l'agriculture</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>812</td>
<td>Autres etudes</td>
<td></td>
<td>1,200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Planification</strong></td>
<td>17</td>
<td><strong>6,297</strong></td>
<td><strong>6,314</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>545</td>
<td></td>
<td><strong>DOMAINES</strong></td>
<td>29</td>
<td>29</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>555</td>
<td></td>
<td><strong>COMMERCE</strong></td>
<td>28</td>
<td>28</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>565</td>
<td>101</td>
<td><strong>INDUSTRIE</strong></td>
<td>20</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Industrie</td>
<td>20</td>
<td><strong>150</strong></td>
<td><strong>170</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>575</td>
<td>701</td>
<td>CADASTRE</td>
<td>36</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Cadastre</td>
<td></td>
<td>50</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Informatique</td>
<td></td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Assistance COFET</td>
<td></td>
<td>280</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>801</td>
<td>Cartographie a grande echelle</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>802</td>
<td>Cartographie au 50.000</td>
<td></td>
<td>250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Cadastre</strong></td>
<td>36</td>
<td><strong>730</strong></td>
<td><strong>766</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>585</td>
<td></td>
<td><strong>PARTICIPATIONS</strong></td>
<td></td>
<td>2,910</td>
<td>2,910</td>
</tr>
<tr>
<td>615</td>
<td>101</td>
<td>AGRICULTURE</td>
<td>19</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>102</td>
<td>Bananeraie de Ntoum</td>
<td></td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>103</td>
<td>Vivrier fruitier de Franceville</td>
<td>250</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>104</td>
<td>Vivrier fruitier d'Ogooue Fernan Vaz</td>
<td>350</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>105</td>
<td>Projet Palmveas</td>
<td></td>
<td>1,270</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>106</td>
<td>Palmier Moabi</td>
<td></td>
<td>340</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>107</td>
<td>Palmier a huile Agrogabon</td>
<td>4,350</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>108</td>
<td>Usine de fractionnement</td>
<td></td>
<td>1,550</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>109</td>
<td>Heveaculture Mitzic</td>
<td></td>
<td>2,980</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>111</td>
<td>Agropastoral - Lebamba et Ndende</td>
<td>340</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>112</td>
<td>Cacao Koulamoutou</td>
<td></td>
<td>300</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>113</td>
<td>OZI Estuaire</td>
<td></td>
<td>200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>114</td>
<td>OZI Woleu-Ntem (Oyem)</td>
<td></td>
<td>700</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>115</td>
<td>Developpement Moula - Lekoni</td>
<td>200</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>116</td>
<td>Cooperatives</td>
<td></td>
<td>220</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>117</td>
<td>CIAM</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>121</td>
<td>ONADER</td>
<td></td>
<td>150</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>122</td>
<td>OGAPROV</td>
<td></td>
<td>250</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>123</td>
<td>Ranch de la Nyanga</td>
<td></td>
<td>2,040</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>124</td>
<td>Ranch de Lekabi</td>
<td></td>
<td>1,350</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>125</td>
<td>Elevage porcin</td>
<td></td>
<td>150</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>126</td>
<td>Actions veterinaires</td>
<td></td>
<td>40</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>127</td>
<td>Ranch de la Ngounié</td>
<td></td>
<td>900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>131</td>
<td>Laboratoire veterinaire</td>
<td></td>
<td>80</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>132</td>
<td>Statistiques agricoles</td>
<td></td>
<td>60</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>133</td>
<td>Recherches agricoles</td>
<td></td>
<td>50</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>134</td>
<td>Formation agricole</td>
<td></td>
<td>40</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>135</td>
<td>Structures de commercialisation</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>136</td>
<td>BNCR</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>137</td>
<td>Controle et conditionnement</td>
<td>40</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>138</td>
<td>Programme riz, maïs, soja de Boumango</td>
<td>200</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>140</td>
<td>Ecole veterinaire</td>
<td></td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>141</td>
<td>Cafe Okondja</td>
<td></td>
<td>200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>142</td>
<td>OZI Kango, etudes, jardin bois</td>
<td>230</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>143</td>
<td>IRCA</td>
<td></td>
<td>200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>144</td>
<td>CMCE Oyem</td>
<td></td>
<td>80</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section</td>
<td>Chapitre</td>
<td>Département ou projet</td>
<td>Equipment</td>
<td>Développement</td>
<td>Total Budget</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------</td>
<td>-----------------------</td>
<td>-----------</td>
<td>---------------</td>
<td>--------------</td>
</tr>
<tr>
<td>145</td>
<td></td>
<td>Agriculture (suite)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>146</td>
<td></td>
<td>Mission agro-technique chinoise</td>
<td>60</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>147</td>
<td></td>
<td>Etudes generales</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>511</td>
<td></td>
<td>OZI Medouneu</td>
<td></td>
<td>100</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Ecole nationale des Cadres ruraux</td>
<td>120</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Agriculture</strong></td>
<td><strong>19</strong></td>
<td><strong>20.840</strong></td>
<td><strong>20.859</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>625</td>
<td></td>
<td>EAUx ET FORETS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>107</td>
<td></td>
<td>Pecherie langoustiere</td>
<td></td>
<td>50</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>108</td>
<td></td>
<td>Schema directeur peche-continental</td>
<td>70</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Eaux et Forets</strong></td>
<td><strong>1.135</strong></td>
<td><strong>120</strong></td>
<td><strong>1.255</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>635</td>
<td></td>
<td>MINES ET PETROLE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>101</td>
<td></td>
<td>Leve Mitic</td>
<td></td>
<td>1.600</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>102</td>
<td></td>
<td>Projet recherche mineire voie ferree</td>
<td>600</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>104</td>
<td></td>
<td>SOMIFFER</td>
<td></td>
<td>50</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>105</td>
<td></td>
<td>Projet de recherche de l'or</td>
<td>200</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>106</td>
<td></td>
<td>Projet de recherche de fer Ivindo</td>
<td>570</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>110</td>
<td></td>
<td>Inventaire ressources naturelles</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>112</td>
<td></td>
<td>Cartographie mineire voie ferree</td>
<td>1.220</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>200</td>
<td></td>
<td>Controle production petroliere</td>
<td>1.500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Mines et Petrole</strong></td>
<td><strong>16</strong></td>
<td><strong>6.440</strong></td>
<td><strong>6.456</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>645</td>
<td></td>
<td>TRAVAUX PUBLICS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>302</td>
<td></td>
<td>Renforcement Ndjoile-Alembe R.B.</td>
<td>1.660</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>304</td>
<td></td>
<td>Remise en etat routes en terre :</td>
<td>1.400</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Oyem - Eboro</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Assok Ngoum - Ebomane</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Nkolmanga - Minvoul</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Medouneu - Sam</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Alembe - Ayem</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Koumameying - Makokou</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Lebamba - Mimongo</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Mougamou - Koulamoutou</td>
<td>360</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Koulamoutou - Pana</td>
<td></td>
<td>900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Amenagement routes bitumees</strong> :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Libreville - Kango - Nsile</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Kelle - Lekoni</td>
<td></td>
<td>1.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Lalala - Owendo</td>
<td></td>
<td>3.950</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Franceville - Kelle</td>
<td></td>
<td>800</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Akien - Ooga</td>
<td></td>
<td>1.000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Ponts et ouvrages d'Art</strong> :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Acces du bac de Mayumba</td>
<td>60</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Ponts Haut-Ogooue et Ogooue-Lo - Lo</td>
<td>3.500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Pont Kingule</td>
<td></td>
<td>230</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Pont Ntoun - Cocobeach</td>
<td>600</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Etudes routes et batiments</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Talus (Kelle - Lecon)</td>
<td></td>
<td>110</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Refection des couches d'usure</td>
<td>1.080</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Carrefour STFO</td>
<td></td>
<td>68</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Palais du 12 Mars</td>
<td></td>
<td>110</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Talus Franceville</td>
<td></td>
<td>110</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>350</td>
<td></td>
<td>Logements subdivision</td>
<td></td>
<td>7</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>352</td>
<td></td>
<td>Reparation ouvrages metaliques</td>
<td>220</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>342</td>
<td></td>
<td>Voirie et assainissement</td>
<td>5.000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>345</td>
<td></td>
<td>Voirie de Moula - Lambarene</td>
<td>600</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>346</td>
<td></td>
<td>Voirie et assainissement Libreville</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>381</td>
<td></td>
<td>Voirie et assainissement Port-Gentil</td>
<td>55</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>383</td>
<td></td>
<td>Voirie de la Cite du 12 Mars</td>
<td>6</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>353</td>
<td></td>
<td>Canal de Batavea</td>
<td></td>
<td>170</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>354</td>
<td></td>
<td>Canal de Batavea phase 2</td>
<td>1.800</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>355</td>
<td></td>
<td>Voirie N'Gouoni - Franceville</td>
<td>700</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Travaux Publics</strong></td>
<td><strong>1.660</strong></td>
<td><strong>28.638</strong></td>
<td><strong>30.296</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Section</td>
<td>Chapitre</td>
<td>Département ou projet</td>
<td>Équipement</td>
<td>Développement</td>
<td>Total Budget</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------</td>
<td>-----------------------</td>
<td>------------</td>
<td>---------------</td>
<td>--------------</td>
</tr>
<tr>
<td>655</td>
<td>605</td>
<td>HABITAT SOCIAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>608</td>
<td>Viabilisation Nzeng Ayong I</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>615</td>
<td>Logements villes de l'interieur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>621</td>
<td>Logements Bas de Gue-Gue</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>631</td>
<td>CREFOGA</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>633</td>
<td>Expropriations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Habitat Social</strong></td>
<td><strong>479</strong></td>
<td><strong>3.900</strong></td>
<td><strong>4.379</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>665</td>
<td>202</td>
<td>ENERGIE ELECTRIQUE ET EAU</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>205</td>
<td>Electricité et adduction d'eau Centres Ruraux</td>
<td></td>
<td><strong>1.250</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>206</td>
<td>Deplacement reseaux-Lambarene</td>
<td></td>
<td><strong>1.330</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>212</td>
<td>Deplacement reseaux-Mouila</td>
<td></td>
<td><strong>750</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>213</td>
<td>Extension complexe hydraulique Poubara</td>
<td></td>
<td><strong>430</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>217</td>
<td>Usine eau minerales Leconi</td>
<td></td>
<td><strong>1.600</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>218</td>
<td>Reseau et centrale de secours Franceville</td>
<td></td>
<td><strong>2.900</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Energie Electrique et Eau</strong></td>
<td><strong>16</strong></td>
<td><strong>9.450</strong></td>
<td><strong>9.466</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>675</td>
<td>600</td>
<td>ENVIRONNEMENT ET PROTECTION NATURE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>601</td>
<td>CENAP</td>
<td></td>
<td><strong>68</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Environnement et Protection nature</strong></td>
<td><strong>24.5</strong></td>
<td><strong>95</strong></td>
<td><strong>119.5</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>685</td>
<td>810</td>
<td>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Aménagement du Territoire</strong></td>
<td><strong>20</strong></td>
<td><strong>500</strong></td>
<td><strong>520</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>715</td>
<td>401</td>
<td>TRANSPORTS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>402</td>
<td>Chemin de fer Transgabonais</td>
<td></td>
<td><strong>125.000</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>403</td>
<td>Infrastructures fluviales, quais</td>
<td></td>
<td><strong>900</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>404</td>
<td>CNL navire Port-Gentil - Lambarene</td>
<td></td>
<td><strong>300</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Transports</strong></td>
<td><strong>1.061</strong></td>
<td><strong>126.210</strong></td>
<td><strong>127.271</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>725</td>
<td>401</td>
<td>AVIATION CIVILE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>403</td>
<td>Aerodrome de Mvengue</td>
<td></td>
<td><strong>2.280</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>405</td>
<td>Aerodrome de Libreville</td>
<td></td>
<td><strong>13</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>406</td>
<td>Aerodrome de Mayumba</td>
<td></td>
<td><strong>250</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>407</td>
<td>Aerodrome de Lastourville</td>
<td></td>
<td><strong>600</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>408</td>
<td>Aerodrome de Mouila</td>
<td></td>
<td><strong>1.100</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>414</td>
<td>Ecole internationale d'aviation civile de Mvengue</td>
<td></td>
<td><strong>3.000</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>415</td>
<td>Reflextions divers d'aerodromes</td>
<td></td>
<td><strong>400</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>417</td>
<td>Maintenance des installations radio electriques</td>
<td></td>
<td><strong>200</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>418</td>
<td>Logements ASECNA</td>
<td></td>
<td><strong>1.100</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Aviation Civile</strong></td>
<td><strong>27</strong></td>
<td><strong>10.143</strong></td>
<td><strong>10.170</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>735</td>
<td>107</td>
<td>TOURISME ET LOISIRS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>503</td>
<td>Amenagement divers</td>
<td></td>
<td><strong>150</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Tourisme et Loisirs</strong></td>
<td><strong>1.339</strong></td>
<td><strong>190</strong></td>
<td><strong>1.529</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>745</td>
<td>411</td>
<td>MARINE MARCHANDE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>413</td>
<td>Reflextion du port mole Libreville</td>
<td></td>
<td><strong>40</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>414</td>
<td>Ext. du port commercial d'Owendo</td>
<td></td>
<td><strong>1.000</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>416</td>
<td>Port mineral (etudes)</td>
<td></td>
<td><strong>800</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>417</td>
<td>Extension du port commercial de Port-Gentil</td>
<td></td>
<td><strong>900</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Marine Marchande</strong></td>
<td><strong>52</strong></td>
<td><strong>8.740</strong></td>
<td><strong>8.792</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>815</td>
<td>602</td>
<td>EDUCATION NATIONALE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>603</td>
<td>Construction primaire</td>
<td></td>
<td><strong>2.000</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>608</td>
<td>Construction secondaire</td>
<td></td>
<td><strong>1.500</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>609</td>
<td>Construction enseignement normal</td>
<td></td>
<td><strong>570</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>671</td>
<td>Construction technique</td>
<td></td>
<td><strong>900</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>Total Education Nationale</strong></td>
<td><strong>4.030</strong></td>
<td><strong>7.207</strong></td>
<td><strong>11.237</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Section</td>
<td>Chapitre</td>
<td>Departement ou projet</td>
<td>Equipement</td>
<td>Développement</td>
<td>Total Budget</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------</td>
<td>-----------------------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>---------------</td>
<td>--------------</td>
</tr>
<tr>
<td>825</td>
<td>601</td>
<td>FORMATION PROFESSIONNELLE Centre formation professionnel Olooum</td>
<td>115</td>
<td>1.245</td>
<td>3.360</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>603</td>
<td>Centre de Tchibanga</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>604</td>
<td>Centre de Kouamoutou</td>
<td>500</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>606</td>
<td>Centre formation profession Port-Gentil</td>
<td>1.000</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Formation Professionelle</td>
<td>115</td>
<td>3.245</td>
<td>3.360</td>
</tr>
<tr>
<td>835</td>
<td>601</td>
<td>JEUNESSE ET SPORTS Stade Libreville</td>
<td>406</td>
<td>200</td>
<td>806</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>603</td>
<td>Institut national jeunesse et sports</td>
<td>200</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Jeunesse et Sports</td>
<td>406</td>
<td>400</td>
<td>806</td>
</tr>
<tr>
<td>845</td>
<td>511</td>
<td>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR Maternite Josephine Bongo</td>
<td>1.095</td>
<td>25</td>
<td>11.881</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>620</td>
<td>Institut polytechnique Masuku</td>
<td>10.591</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>621</td>
<td>Laboratoire des fluides ENSIL</td>
<td>170</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Enseignement Superieur</td>
<td>1.095</td>
<td>10.786</td>
<td>11.881</td>
</tr>
<tr>
<td>855</td>
<td>602</td>
<td>CULTURE ET ARTS CICIBA (y.c. banque de données)</td>
<td>140</td>
<td>2.100</td>
<td>2.240</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Culture et Arts</td>
<td>140</td>
<td>2.100</td>
<td>2.240</td>
</tr>
<tr>
<td>865</td>
<td></td>
<td>RECHERCHES SCIENTIFIQUES</td>
<td>150</td>
<td></td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td>875</td>
<td>602</td>
<td>EDUCATION POPULAIRE Education populaire</td>
<td>100</td>
<td>70</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Education Populaire</td>
<td>100</td>
<td>70</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td>885</td>
<td></td>
<td>RESSOURCES HUMAINES</td>
<td>16</td>
<td></td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>915</td>
<td>603</td>
<td>SANTE PUBLIQUE Hopital de Mouila</td>
<td>3.395</td>
<td>600</td>
<td>4.661</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>609</td>
<td>Centre de Franceville</td>
<td>216</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>639</td>
<td>Etudes</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>640</td>
<td>Centre médical Cocobeach</td>
<td>350</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Sante Publique</td>
<td>3.395</td>
<td>1.266</td>
<td>4.661</td>
</tr>
<tr>
<td>925</td>
<td></td>
<td>TRAVAIL ET EMPLOI</td>
<td>39</td>
<td></td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>935</td>
<td>604</td>
<td>AFFAIRES SOCIALES Centre formation handicapes</td>
<td>360</td>
<td>100</td>
<td>610</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>605</td>
<td>Ferme ecole</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>607</td>
<td>Bien-être social</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Affaires Sociales</td>
<td>360</td>
<td>250</td>
<td>610</td>
</tr>
<tr>
<td>945</td>
<td>301</td>
<td>PROMOTION FEMININE Centre des metiers feminins de Libreville</td>
<td>20</td>
<td>60</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>302</td>
<td>Rehabilitation centre Tchibanga</td>
<td>5</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>303</td>
<td>Equipement centre Franceville</td>
<td>5</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>304</td>
<td>Centres de Mouila et Lambarene</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Total Promotion Feminine</td>
<td>20</td>
<td>120</td>
<td>140</td>
</tr>
<tr>
<td>955</td>
<td></td>
<td>SECURITE SOCIALE</td>
<td>470</td>
<td></td>
<td>470</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL DEPENSES</td>
<td>38.755</td>
<td>266.245</td>
<td>305.000</td>
</tr>
<tr>
<td>Section</td>
<td>Chapitre</td>
<td>Projet</td>
<td>CREDIT DE PAIEMENT</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------</td>
<td>--------</td>
<td>--------------------</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>115</td>
<td>702</td>
<td>CHARGES COMMUNES</td>
<td>Contreparte projets Gabon-Pnud</td>
<td>1.712</td>
<td>1.200</td>
</tr>
<tr>
<td>115</td>
<td>702</td>
<td>PRESIDENCE</td>
<td>Réfections Présidence</td>
<td>1.675</td>
<td>1.500</td>
</tr>
<tr>
<td>255</td>
<td>702</td>
<td>AFFAIRES ETRANGERES</td>
<td>Const. immeuble du Ministère</td>
<td></td>
<td>1.970</td>
</tr>
<tr>
<td>425</td>
<td>708</td>
<td>ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</td>
<td>Equipement Ndindi</td>
<td>1.650</td>
<td>1.000</td>
</tr>
<tr>
<td>445</td>
<td>601</td>
<td>FONCTION PUBLIQUE</td>
<td>Ecole Nationale d’Administration</td>
<td>1.089</td>
<td>600</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>602</td>
<td>Construction Ministère et autres</td>
<td>100</td>
<td>430</td>
<td>530</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL FONCTION PUBLIQUE</td>
<td></td>
<td>1.089</td>
<td>700</td>
</tr>
<tr>
<td>615</td>
<td>101</td>
<td>AGRICULTURE</td>
<td>Bananeraie de Ntoum</td>
<td>660</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>102</td>
<td></td>
<td>Vivrier fruitier de Franceville</td>
<td>932</td>
<td>250</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>104</td>
<td></td>
<td>Projet Palméveas</td>
<td>641</td>
<td>1.270</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>106</td>
<td></td>
<td>Palmetre à huile Agrogabon</td>
<td>9.177</td>
<td>4.350</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>107</td>
<td></td>
<td>Usine de fractionnement</td>
<td>850</td>
<td>1.550</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>122</td>
<td></td>
<td>Ranch de la Nyanga</td>
<td>3.465</td>
<td>2.040</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>123</td>
<td></td>
<td>Ranch de Lekabi</td>
<td>2.191</td>
<td>1.350</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL AGRICULTURE</td>
<td></td>
<td>17.916</td>
<td>10.910</td>
</tr>
<tr>
<td>635</td>
<td>101</td>
<td>MINES ET PETROLE</td>
<td>Leve Mitzie</td>
<td>1.401</td>
<td>1.600</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>102</td>
<td></td>
<td>Projet recherche min. voie ferrée</td>
<td>1.511</td>
<td>600</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>104</td>
<td></td>
<td>Soc. des mines de fer Belinga</td>
<td>297</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>105</td>
<td></td>
<td>Projet de recherche de l’or</td>
<td>397</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>106</td>
<td></td>
<td>Projet de recherche de fer Ivindo</td>
<td>397</td>
<td>570</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>110</td>
<td></td>
<td>Inventaire ressources naturelles</td>
<td>2.154</td>
<td>500</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>103</td>
<td></td>
<td>Cartographie min. voie ferrée</td>
<td>5.760</td>
<td>4.940</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>---------</td>
<td>---------------------------------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>------</td>
<td>------</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TRAVAUX PUBLICS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>302</td>
<td>Renforcement Ndjolé - Alembe</td>
<td>6.833</td>
<td>1.400</td>
<td>320</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>304</td>
<td>Remise en état routes en terre :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Oyem - Eboro</td>
<td>8.450</td>
<td>4.460</td>
<td>4.240</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Assak Ngoum - Ebomane</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td>390</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Nkolmangao - Minvoul</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td>270</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Médoune - Sam</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td>230</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Alembe - Ayem</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td>480</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Kouamayong - Makokou</td>
<td></td>
<td>500</td>
<td>800</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Lébamba - Minongo</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Fougamou - Koulamoutou</td>
<td></td>
<td>360</td>
<td>800</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Koulamoutou - Pana</td>
<td></td>
<td>900</td>
<td>820</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Aménagement routes bitumées :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>301</td>
<td>Libreville - Kango - Nsile</td>
<td>20.614</td>
<td>400</td>
<td>400</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>305</td>
<td>Latala - Owendo</td>
<td>2.170</td>
<td>3.950</td>
<td>3.200</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>307</td>
<td>Franceville - Kellé</td>
<td>2.602</td>
<td>800</td>
<td>390</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>362</td>
<td>Ponts et ouvrages d’art :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Ponts Ntoum - Cocobeach</td>
<td>600</td>
<td>400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Réfection des couches d’usure</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>347</td>
<td>Carrefour STFO</td>
<td>4.095</td>
<td>1.080</td>
<td>1.560</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>341</td>
<td>Voirie et assainissement :</td>
<td></td>
<td>80</td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>342</td>
<td>Voirie de Mouila - Lambarene</td>
<td>5.144</td>
<td>5.000</td>
<td>3.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>353</td>
<td>Canal de Batavia phase 2</td>
<td>1.800</td>
<td>2.200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL TRAVAUX PUBLICS</td>
<td>49.988</td>
<td>19.658</td>
<td>15.723</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>655</td>
<td>HABITAT SOCIAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>608</td>
<td>Viabilisation Bas de Gue-Gue</td>
<td>4.800</td>
<td>1.600</td>
<td>1.300</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>621</td>
<td>Logements Bas de Gue-Gue</td>
<td></td>
<td>400</td>
<td>800</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL HABITAT SOCIAL</td>
<td>4.800</td>
<td>2.000</td>
<td>2.100</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>665</td>
<td>ENERGIE, ELECTRICITE ET EAU</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>206</td>
<td>Déplacement - Réseaux Mouila</td>
<td></td>
<td>65</td>
<td>750</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>213</td>
<td>Hydraulique des villages</td>
<td></td>
<td>4.245</td>
<td>1.600</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>201</td>
<td>Ustine eau minérale Leconi</td>
<td></td>
<td>2.990</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL ENERGIE, ELECTRICITE ET EAU</td>
<td>4.310</td>
<td>5.340</td>
<td>2.400</td>
</tr>
<tr>
<td>---------</td>
<td>----------</td>
<td>-------------------------------------</td>
<td>-------------------</td>
<td>-------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>715</td>
<td>401</td>
<td>TRANSPORT Chemin de fer Transgabonais</td>
<td>199.763</td>
<td>125.000</td>
<td>130.000</td>
</tr>
<tr>
<td>725</td>
<td>401</td>
<td>AVIATION CIVILE Aerodrome de Mvengué</td>
<td></td>
<td>2.280</td>
<td>2.850</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>406</td>
<td>Aerodrome de Lastourville</td>
<td>1.370</td>
<td>600</td>
<td>1.050</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>408</td>
<td>Ecole internationale d'aviation civile de Mvengué</td>
<td>3.994</td>
<td>3.000</td>
<td>2.300</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>418</td>
<td>Extension modernisation aerodrome Libreville</td>
<td>1.200</td>
<td>5.800</td>
<td>4.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL AVIATION CIVILE</td>
<td>5.364</td>
<td>7.080</td>
<td>12.000</td>
</tr>
<tr>
<td>745</td>
<td>413</td>
<td>MARINE MARCHANDE Extension du port commercial d'Owendo</td>
<td>2.598</td>
<td>1.000</td>
<td>1.070</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>416</td>
<td>Extension du port commercial de Port-Gentil</td>
<td></td>
<td>900</td>
<td>170</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>417</td>
<td>Port minéralier</td>
<td>6.000</td>
<td>10.000</td>
<td>10.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL MARINE MARCHANDE</td>
<td>2.598</td>
<td>7.900</td>
<td>11.240</td>
</tr>
<tr>
<td>815</td>
<td>602</td>
<td>EDUCATION NATIONALE Constructions Enseignement primaire</td>
<td>8.450</td>
<td>2.000</td>
<td>2.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>603</td>
<td>Constructions Enseignement secondaire</td>
<td>3.917</td>
<td>1.500</td>
<td>1.500</td>
</tr>
<tr>
<td>825</td>
<td>603</td>
<td>FORMATION PROFESSIONNELLE Centre de Tchibanga</td>
<td>480</td>
<td>500</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>604</td>
<td>Centre de Koulamoutou</td>
<td>462</td>
<td>500</td>
<td>150</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL FORMATION PROFESSIONNELLE</td>
<td>942</td>
<td>1.000</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td>855</td>
<td>602</td>
<td>CULTURE ET ARTS CICIBA</td>
<td>627</td>
<td>2.100</td>
<td>3.000</td>
</tr>
<tr>
<td>915</td>
<td>603</td>
<td>SANTE PUBLIQUE Hôpital de Mouila</td>
<td>428</td>
<td>600</td>
<td>960</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td>310.989</td>
<td>196.398</td>
<td>202.463</td>
</tr>
</tbody>
</table>